



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Syrie

Question au Gouvernement n° 4250

Texte de la question

SITUATION À ALEP

M. le président. La parole est à Mme Seybah Dagoma, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

Mme Seybah Dagoma. Monsieur le Premier ministre, nous recevons aujourd'hui, à l'initiative de notre groupe, en particulier de Bruno Le Roux et d'Élisabeth Guigou, une délégation de Casques blancs. Les Casques blancs, dont on parle si peu, ce sont des médecins, des secouristes, des ambulanciers et des bénévoles qui, au prix de leur vie, portent quotidiennement secours aux civils, aux populations désarmées en Syrie. Je tiens ici à saluer leur courage et à leur témoigner toute notre admiration. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain, du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

Alep est ravagée par la guerre et les affrontements. Les bombardements, de plus en plus intenses, ont détruit pratiquement toute la ville et fait des milliers de morts, parmi lesquels des femmes et des enfants. La France a pris une position particulièrement forte, marquant sa volonté de résoudre le conflit syrien. Nous avons présenté, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, une résolution visant à faire cesser les bombardements. Il y a quelques jours encore, le Président de la République a placé son homologue russe face à ses responsabilités, et il a eu raison de le faire.

Mes chers collègues, Alep est assiégée. Les blessés ne sont plus évacués. Les populations sont prises en étau. Le régime syrien refuse tout accès aux associations humanitaires. Les médecins meurent les uns après les autres : il n'en reste plus que vingt et un pour 300 000 habitants. Dernièrement, un convoi du Croissant rouge a été bombardé. Les hôpitaux, les écoles et les ambulances sont ciblés.

Alors que les réfugiés affluent à travers le monde, la Russie continue de bombarder Alep et fait échouer toutes les initiatives de paix en Syrie. Alep, sous nos yeux, est en passe de devenir l'une de ces grandes tragédies qui noircissent l'histoire de l'humanité. La France a raison de s'y opposer avec fermeté. C'est le devoir de notre génération. Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous dire comment la France mobilise ses partenaires et la communauté internationale afin que cesse la tragédie d'Alep ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Madame la députée, je me joins aux propos que vient de tenir le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone. C'est évidemment avec beaucoup d'émotion que nous accueillons dans cet hémicycle une délégation de personnalités civiles d'Alep. Je les salue à mon tour. *(Applaudissements sur tous les bancs.)*

M. François Rochebloine. Très bien !

M. Manuel Valls, Premier ministre. J'ai eu l'occasion de les rencontrer ce matin avec les membres de votre groupe, monsieur le président Le Roux, et je sais, madame la présidente Guigou, que vous les recevrez également dans le cadre de la commission des affaires étrangères. J'adresse une nouvelle fois à cette délégation le salut fraternel non seulement du Gouvernement, après celui du Parlement, mais aussi, j'en suis convaincu, des Français, qui suivent la situation avec une profonde inquiétude et leur manifestent fraternité et soutien dans ces moments particulièrement tragiques.

Nous sommes tous bouleversés par la tragédie que subissent Alep et ses habitants. En France, mais pas seulement, elle suscite une profonde émotion et une profonde compassion. Un débat sur le Levant se tient en ce moment même au Sénat, en présence du ministre des affaires étrangères, et nous aurons l'occasion, ici même, de discuter demain de la situation en Syrie et en Irak à l'occasion du débat sur nos opérations extérieures.

Quoi qu'il en soit, par-delà les clivages qui traversent cette assemblée, y compris parfois sur ces sujets, je ne doute pas qu'un même sentiment nous anime : le respect plein d'admiration pour l'action des Casques blancs, pour le dévouement sans limite des médecins d'Alep et pour le courage des comités civils, ces trois composantes de la société d'Alep représentées par la délégation assise dans les tribunes.

En répondant très concrètement à votre question, madame la députée, je lance un message plus large qui s'adresse aussi à vous très directement, citoyens d'Alep : la France ne vous abandonnera jamais, elle sera toujours à vos côtés, au nom de la liberté, de sa conception des droits de l'homme et des combats qu'elle a toujours menés contre la barbarie. Je le dis solennellement en ce lieu où bat précisément la démocratie : le combat pour sauver Alep est le combat de la France. Vous pouvez compter sur elle, même si c'est difficile. À vos côtés, vous pouvez compter sur elle pour exiger une nouvelle fois un cessez-le-feu et pas une trêve de quelques heures. Tel était le sens de la résolution présentée par la France au Conseil de sécurité.

Vous pouvez compter sur elle, comme vous me l'avez demandé ce matin, pour que l'aide humanitaire parvienne aux populations affamées et bombardées. Vous pouvez compter sur elle pour que soit organisée en toute sécurité l'évacuation des blessés. Vous pouvez aussi compter sur elle pour que les crimes de guerre commis à Alep soient dénoncés et poursuivis sans faiblesse. Vous pouvez enfin compter sur elle pour demander à nouveau à la Russie, qui est un grand pays, d'assumer pleinement ses responsabilités, au nom même de son rang, de son histoire et de l'idée que l'on peut se faire de la civilisation.

Il faut que les crimes commis à Alep cessent. Il faut un cessez-le-feu. Il faut renouer le dialogue afin d'instaurer enfin la paix et la démocratie. C'est l'appel de la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et sur quelques bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

Données clés

Auteur : [Mme Seybah Dagoma](#)

Circonscription : Paris (5^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4250

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 octobre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 octobre 2016](#)